

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 1263

[2007/200741]

**12 JANVIER 2007. — Décret relatif au renforcement de l'éducation à la citoyenneté responsable et active
au sein des établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique à l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire et spécialisé organisé ou subventionné par la Communauté française.

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

— « Le décret Missions » : le décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

— « le Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 3. L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différentes fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

TITRE II. — *Création et diffusion d'un document intitulé « Etre et devenir citoyen »
visant à l'acquisition de références pour la compréhension de la société civile et politique*

Art. 4. Il est élaboré à l'attention des élèves des cinquième et sixième années des Humanités générales et technologiques définies à l'article 24 du décret « Missions » et des Humanités professionnelles et techniques définies à l'article 34 du même décret, un document intitulé « Etre et devenir citoyen », dénommé ci-après le « document de référence ».

Ce document est également destiné aux élèves des formes 3 et 4 de l'enseignement spécialisé telles que définies à l'article 46, § 3 et § 4 du décret du 3/03/2004 organisant l'enseignement spécialisé.

Art. 5. Le document de référence consiste en un manuel rédigé par une commission composée paritairement d'experts issus notamment des différentes universités de la Communauté française et d'enseignants des cinquième et sixième années des Humanités générales et technologiques définies à l'article 24 du décret « Missions » et des Humanités professionnelles et techniques définies à l'article 34 du même décret.

Art. 6. § 1^{er}. Le Gouvernement désigne les membres de cette commission en fonction de son objectif spécifique.

Dans la désignation des enseignants faisant partie de cette commission, le Gouvernement veille à respecter un équilibre entre les différents réseaux.

§ 2. Le Gouvernement définit les modalités de fonctionnement de la commission.

Art. 7. Le document de référence est accompagné d'outils pédagogiques et de tests d'évaluation permettant aux élèves et aux enseignants d'évaluer le degré de maîtrise souhaité.

Les outils pédagogiques et les tests d'évaluation visés à l'alinéa précédent sont diffusés à titre indicatif.

Art. 8. Il porte au minimum sur les matières suivantes :

1° Les fondements de la démocratie, les grands principes régissant le régime représentatif et le régime parlementaire belge avec des notions d'histoire de la Belgique indépendante;

2° Les divisions de l'Etat et la description de leurs institutions (Etat fédéral, Communautés, Régions, provinces, communes);

3° L'organisation et le développement des institutions européennes et internationales;

4° L'agencement des pouvoirs définis par la Constitution belge (législatif, exécutif, judiciaire);

5° L'organisation et le fonctionnement du système judiciaire;

6° Les règles de base régissant le financement des autorités publiques;

7° Les droits fondamentaux et les libertés des citoyens;

8° Les droits humains et notamment les droits de l'enfant, les droits relatifs au travail, les institutions gouvernementales ou non gouvernementales qui veillent à leur respect;

9° Les mécanismes de solidarité interpersonnelle, intergénérationnelle et interprofessionnelle, notamment en matière fiscale et sociale ainsi que leur évolution;

10° Le fonctionnement et le rôle des médias;

11° Les principes du développement durable, en ce compris la consommation responsable.

Art. 9. Il s'inscrit dans le cadre du décret « Missions » et des différentes compétences que ledit décret souhaite voir acquises par nos élèves à la fin de leur scolarité obligatoire.

Art. 10. Le document de référence est divisé en parties et chapitres qui doivent faire l'objet d'un enseignement intégré dans le programme des disciplines suivies par les élèves du 3^e degré des Humanités générales et technologiques définies à l'article 24 du décret « Missions » et des Humanités professionnelles et techniques définies à l'article 34 du même décret. Les disciplines concernées sont précisées, d'une part, dans le décret du 1^{er} mars 2000

relatif aux compétences terminales et savoirs communs à l'issue de la section de qualification, et d'autre part, dans les décrets des 16 mars 1999 et 23 avril 1999 relatifs aux compétences terminales et savoirs requis notamment pour les cours de français, géographie, histoire à l'issue de la section de transition.

Art. 11. Le Gouvernement veille à ce que le document de référence, les outils pédagogiques et d'évaluation soient actualisés régulièrement.

Le Gouvernement approuve le contenu du document de référence et ses différentes actualisations ainsi que ses annexes après les avoir soumis à l'avis du Parlement.

Art. 12. La Commission de pilotage du système éducatif veille à inscrire l'évaluation de différents contenus du document de référence dans la proposition de plan triennal d'évaluations externes non-certificatives qu'elle adresse au Gouvernement conformément à la disposition visée à l'article 8, § 2, du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au Certificat d'Etudes de Base au terme de l'enseignement primaire.

Art. 13. Une partie du temps dévolu à l'étude du document de référence est affectée pour chacune des années d'étude à au moins une visite d'institution et à une rencontre avec des spécialistes d'une des matières visées à l'article 8.

TITRE III. — *Mise en place d'activités interdisciplinaires pour une citoyenneté responsable et active*

Art. 14. § 1^{er}. Le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le Pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné veille à ce qu'il soit élaboré et mis en œuvre, au moins une fois durant chaque cycle du continuum pédagogique défini à l'article 13, § 1^{er}, du décret « Missions » et au moins une fois durant chaque degré des Humanités générales et technologiques ou des Humanités professionnelles et techniques tel que définies aux chapitres IV et V du décret « Missions », une activité interdisciplinaire s'inscrivant dans la perspective d'une éducation pour une citoyenneté responsable et active.

Durant la troisième étape du continuum pédagogique, la possibilité d'adapter l'horaire tel que défini à l'article 7, § 2, du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire peut être utilisée dans cette perspective.

En ce qui concerne les deuxième et troisième degrés des Humanités générales et technologiques ou des Humanités professionnelles et techniques, la possibilité d'adapter l'horaire tel que défini aux articles 30 et 34 du décret Missions peut être utilisée dans cette perspective.

§ 2. Par activité interdisciplinaire s'inscrivant dans la perspective d'une éducation pour une citoyenneté responsable et active, il y a lieu d'entendre au sens du présent décret une activité requérant la mise en œuvre de compétences relevant d'au moins deux disciplines différentes et visant à promouvoir la compréhension de l'évolution et du fonctionnement des institutions démocratiques, le travail de mémoire, la responsabilité vis-à-vis des autres, de l'environnement et du patrimoine au niveau local ou à un niveau plus global.

Outre les deux disciplines visées à l'alinéa précédent, l'élaboration et la mise en œuvre des activités visées peuvent rassembler les élèves inscrits à des cours philosophiques différents sous la tutelle des enseignants chargés de ces cours oeuvrant en partenariat.

§ 3. Les types, formes et degrés de maturité de l'enseignement spécialisé correspondants sont concernés par la présente disposition.

TITRE IV. — *Mise en place de structures participatives pour les élèves*

Art. 15. § 1^{er}. Des délégués d'élèves sont élus dans le 2^e cycle de la 2^e étape et dans la 3^e étape du continuum pédagogique défini à l'article 13 du décret « Missions », ainsi que dans les 2^e et 3^e degrés des Humanités générales et technologiques définies à l'article 24 du même décret et des Humanités professionnelles et techniques définies à l'article 34 du même décret.

§ 2. Les types, formes et degrés de maturité de l'enseignement spécialisé correspondants sont concernés par la présente disposition.

Dans le type 2 de l'enseignement fondamental et dans la forme 1 de l'enseignement secondaire spécialisé ainsi que dans les classes expérimentales réservées aux élèves polyhandicapés ou en situation d'autisme, la désignation d'un délégué de classe est laissée à l'appréciation du chef d'établissement ou du Pouvoir Organisateur en fonction des élèves qui composent les classes concernées.

Art. 16. Le chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, ou le Pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, adopte une réglementation arrêtant les modalités d'élection des délégués d'élèves et reconnaissant l'existence des conseils des délégués d'élèves tels que décrits à l'article 17.

La réglementation visée à l'alinéa précédent définit notamment que les délégués d'élèves sont élus par leurs pairs et qu'au début de chaque année scolaire, chaque classe élit son (ou ses) délégué(s) ainsi qu'un (ou des) suppléant(s).

Art. 17. L'ensemble des délégués de classe d'un même cycle ou degré forme le Conseil des délégués d'élèves.

Le Conseil d'élèves est un espace de parole destiné à analyser des problèmes relatifs à l'école ou à certaines classes.

Il a pour mission de centraliser et de relayer les questions, demandes, avis et propositions des élèves au sujet de la vie de l'école auprès du Conseil de participation, du Chef d'établissement et du Pouvoir Organisateur. Il a également pour mission d'informer les élèves des différentes classes des réponses données par le Conseil de participation, le Chef d'établissement ou le Pouvoir Organisateur.

§ 2. Chaque conseil des délégués d'élèves établit son règlement d'ordre intérieur. Il se réunit au moins six fois par an.

§ 3. L'ensemble des conseils de délégués d'élèves se réunit au moins une fois par an pour débattre de questions prioritaires et, le cas échéant, élire les délégués d'élèves au Conseil de participation.

Art. 18. Dans chaque cycle ou degré, deux membres de l'équipe éducative au moins sont désignés accompagnateurs du projet « Conseil d'élèves ».

Ceux-ci participent, à titre d'expert, aux réunions du conseil d'élèves du cycle ou degré dans lequel ils exercent.

Art. 19. Par dérogation aux dispositions définies aux articles 15 à 18, quand le nombre d'élèves du 2^e cycle de la 2^e étape inscrits dans l'école ou dans l'implantation est inférieur à 15, le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné organise la participation des élèves selon des modalités adaptées à ce nombre réduit d'élèves.

TITRE V. — *Mesures finales*

Art. 20. Les services d'inspection sont chargés du contrôle et de l'évaluation du respect des dispositions visées dans ce décret.

Art. 21. Le présent décret entre en application au 1^{er} janvier 2007.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 janvier 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente

et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Note

Session 2006-2007

Documents du Conseil. Projet de décret, n° 321-1. — Amendements de commission, n° 321-2. — Rapport, n° 321-3. Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du mardi 9 janvier 2007.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 1263

[2007/200741]

12 JANUARI 2007. — **Decreet betreffende de versterking van de opvoeding tot verantwoordelijk en actief burgerschap binnen de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde inrichtingen**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Titel I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd.

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

— « het opdrachtendecreet » : het decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

— « de Regering » : de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 3. Het gebruik in dit decreet van de mannelijke namen voor de verschillende ambten is gemeenschaptig met het oog op een betere leesbaarheid van de tekst, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

Titel II. — *Oprichting en verspreiding van een document, « Burger zijn en worden » betiteld, voor de vererving van grondbeginselen om de burgerlijke en politieke samenleving te kunnen begrijpen*

Art. 4. Voor de leerlingen van de vijfde en zesde leerjaren van de algemene en technologische humaniora, bepaald in artikel 24 van het « opdrachtendecreet », en van de beroeps- en technische humaniora, bepaald in artikel 34 van hetzelfde decreet, wordt een document, « Burger zijn en worden » betiteld, opgesteld, hierna « het referentiedocument » genoemd.

Dit document is eveneens bestemd voor de leerlingen van de vormen 3 en 4 van het gespecialiseerd onderwijs zoals bepaald in artikel 46, § 3 en § 4 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Art. 5. Het referentiedocument is een handboek dat opgesteld wordt door een commissie die paritair samengesteld is uit deskundigen die inzonderheid komen uit de verschillende universiteiten van de Franse Gemeenschap en uit leerkrachten van de vijfde en zesde leerjaren van de algemene en technologische humaniora bepaald in artikel 24 van het « opdrachtendecreet » en van de beroeps- en technische humaniora bepaald in artikel 34 van hetzelfde decreet.

Art. 6. § 1. De Regering stelt de leden van die commissie aan op grond van haar specifiek doel.

Voor de aanstelling van de leerkrachten die lid zijn van die commissie, zorgt de Regering voor een evenwicht tussen de verschillende netten.

§ 2. De Regering bepaalt de nadere regels voor de werking van de commissie.

Art. 7. Bij het referentiedocument worden pedagogische hulpmiddelen en evaluatietests gevoegd waarmee leerlingen en leerkrachten de gewenste beheersingsgraad kunnen evalueren.

De in het vorige lid bedoelde pedagogische hulpmiddelen en evaluatietests worden ter informatie verspreid.

Art. 8. Het heeft minstens betrekking op de volgende rubrieken :

1° de grondbeginselen van democratie, de grondbeginselen van het Belgische vertegenwoordigingsstelsel en van het Belgische parlementaire stelsel, met enkele kennis van de geschiedenis van onafhankelijk België;

2° de onderafdelingen van de Staat en de beschrijving van hun instellingen (federale Staat, Gemeenschappen, Gewesten, provincies, gemeenten);

3° de organisatie en de ontwikkeling van de Europese en internationale instellingen;

4° de door de Belgische Grondwet bepaalde machten (wetgevende, uitvoerende, rechterlijke);

5° de organisatie en de werking van het rechterlijk stelsel;

6° de grondregels betreffende de financiering van de overheid;

7° de grondrechten en de vrijheden van de burgers;

8° de rechten van de mens, inzonderheid de rechten van het kind, de rechten in verband met arbeid, de gouvernementele of niet-gouvernementele organisaties die voor de vrijwaring ervan zorgen;

9° de regeling van de interpersoonlijke, intergenerationele en interprofessionele solidariteit, inzonderheid op fiscaal en sociaal vlak, alsook de evolutie ervan;

10° de werking en de rol van de media;

11° de grondbeginselen voor duurzame ontwikkeling, met inbegrip van verantwoordelijk verbruik.

Art. 9. Het past in het kader van het « opdrachtendecreet » en van de verschillende vaardigheden die, volgens dat decreet, door onze leerlingen op het einde van hun leerplichtjaren moeten zijn verworven.

Art. 10. Het referentiedocument is onderverdeeld in delen en hoofdstukken waarvoor een onderwijs bepaald is dat past in het programma van de vakken die worden gevolgd door de leerlingen van de 3e graad van de algemene en technologische humaniora bepaald in artikel 24 van het « opdrachtendecreet » en van de beroeps- en technische humaniora bepaald in artikel 34 van hetzelfde decreet. De betrokken vakken worden bepaald in het decreet van 30 maart 2000 tot bevestiging van de eindtermen en vereiste algemene kennis op het einde van de kwalificatie-afdeling, de eindtermen en vereiste kennis inzake lichamelijke opvoeding op het einde van de kwalificatie-afdeling en de minimale bekwaamheden inzake communicatie in een andere moderne taal dan het Frans, op het einde van de kwalificatie-afdeling, indien het aanleren van een moderne taal voorkomt in het studieprogramma, enerzijds, en in de decreten van 16 maart 1999 en 23 april 1999 houdende bevestiging van het referentiesysteem voor de eindvaardigheden en de kennis, inzonderheid vereist voor de cursussen Frans, geschiedenis en aardrijkskunde op het einde van de overgangsafdeling.

Art. 11. De Regering zorgt ervoor dat het referentiedocument, de pedagogische hulpmiddelen en de evaluatiemiddelen geregeld worden bijgestuurd.

De Regering keurt de inhoud van het referentiedocument en van de verschillende bijstellingen ervan alsook zijn bijlagen goed nadat die voor advies aan het Parlement werden voorgelegd.

Art. 12. De Commissie voor de sturing van het onderwijssysteem laat de evaluatie van verschillende inhouden van het referentiedocument opnemen in het voorstel tot driejarenplan voor externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, die ze aan de Regering richt overeenkomstig de bepaling bedoeld in artikel 8, § 2, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs.

Art. 13. Een deel van de tijd besteed aan de studie van het referentiedocument wordt, voor elk studiejaar, bestemd voor ten minste één bezoek van een instelling en één ontmoeting met specialisten voor één van de rubrieken bedoeld in artikel 8.

Titel III. — *Opzetten van interdisciplinaire activiteiten voor een verantwoordelijk en actief burgerschap*

Art. 14. § 1. Het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, zorgt ervoor dat een interdisciplinaire activiteit die past in het kader van een opvoeding tot verantwoordelijk en actief burgerschap wordt opgevat en uitgevoerd ten minste één keer gedurende elke cyclus van het pedagogisch continuüm bepaald in artikel 13, § 1, van het « opdrachtendecreet » en ten minste één keer tijdens elke graad van de algemene en technologische humaniora of van de beroeps- en technische humaniora, zoals bepaald in de hoofdstukken IV en V van het « opdrachtendecreet ».

Gedurende de derde stap van het pedagogisch continuüm kan de mogelijkheid om de uurregeling zoals bepaald in artikel 7, § 2, van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs aan te passen, kan in dat opzicht worden benut.

Betreffende de tweede en derde graden van de algemene en technische humaniora of van de beroeps- en technische humaniora, kan de mogelijkheid om de uurregeling zoals bepaald in de artikelen 30 en 34 van het « opdrachtendecreet » te bepalen in dat opzicht worden benut.

§ 2. Onder interdisciplinaire activiteit die past in het kader van een opvoeding tot verantwoordelijk en actief burgerschap dient in de zin van dit decreet te worden verstaan, een activiteit die steunt op vaardigheden die onder ten minste twee verschillende disciplines ressorteren en die tot doel heeft een beter begrip te verschaffen van de evolutie en de werking van de democratische instellingen, te beletten dat het verleden in vergetelheid zou raken, de verantwoordelijkheid te bevorderen ten aanzien van de anderen, het milieu en het patrimonium op een lokaal niveau of op een globaler niveau.

Naast de twee disciplines bedoeld in het vorige lid, kunnen het opzetten en het uitvoeren van bedoelde activiteiten leerlingen bijeenbrengen die ingeschreven zijn voor verschillende filosofische cursussen onder toezicht van de leerkrachten die met die cursussen belast zijn en die in partnerschap werken.

§ 3. Deze bepaling is van toepassing op de overeenstemmende typen, vormen en maturiteitsgraden van het gespecialiseerd onderwijs.

Titel IV. — *Oprichting van participatieve structuren voor de leerlingen*

Art. 15. § 1. Leerlingenafgevaardigden worden gekozen in de 2e cyclus van de 2e stap en in de 3e stap van het pedagogisch continuüm bepaald in artikel 13 van het « opdrachtendecreet », alsook in de 2e en 3e graden van de algemene en technologische humaniora bepaald in artikel 24 van hetzelfde decreet en van de beroeps- en technische humaniora bepaald in artikel 34 van hetzelfde decreet.

§ 2. Deze bepaling is van toepassing op de overeenstemmende typen, vormen en maturiteitsgraden van het gespecialiseerd onderwijs.

In het type 2 van het basisonderwijs en in de vorm 1 van het gespecialiseerd secundair onderwijs alsook in de proefklassen bestemd voor de personen die door verschillende handicaps getroffen worden of die in een autistische toestand verkeren, wordt de aanstelling van een klasafgevaardigde overgelaten aan de beoordelingsbevoegdheid van het inrichtingshoofd of van de inrichtende macht op basis van de leerlingen waaruit de betrokken klassen samengesteld zijn.

Art. 16. Het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of de inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, neemt een regeling aan waarbij de wijze van verkiezing van de leerlingenafgevaardigden wordt bepaald en waarbij het bestaan van de raden van leerlingenafgevaardigden zoals bepaald in artikel 17 erkend wordt.

De in vorig lid bedoelde regeling bepaalt inzonderheid dat de leerlingenafgevaardigden door hun gelijken worden gekozen en dat elke klas bij het begin van elk schooljaar haar afgevaardigde(n) alsook één of meer plaatsvervanger(s) kiest.

Art. 17. § 1. De Raad van leerlingenafgevaardigden is samengesteld uit alle klasafgevaardigden van éénzelfde cyclus of graad.

De Leerlingenraad is een ruimte waar iedereen kan spreken, bestemd om de problemen in verband met de school of bepaalde klassen te bespreken.

Hij heeft als opdracht de vragen, aanvragen, adviezen en voorstellen van leerlingen betreffende het leven op school te centraliseren en over te zenden naar de Participatieraad, het inrichtingshoofd en de inrichtende macht. Hij heeft eveneens als opdracht de leerlingen van de verschillende klassen te informeren over de antwoorden die worden gegeven door de Participatieraad, het inrichtingshoofd of de inrichtende macht.

§ 2. Elke raad van leerlingenafgevaardigden stelt zijn huishoudelijk reglement vast. Hij komt minstens zes keer per jaar bijeen.

§ 3. Alle raden van leerlingenafgevaardigden komen minstens één keer per jaar bijeen om prioritaire vragen te bespreken en, in voorkomend geval, de leerlingenafgevaardigden in de Participatieraad te kiezen.

Art. 18. In elke cyclus of graad, worden minstens twee leden van het opvoedingsteam aangesteld om het project « Leerlingenraad » op te volgen.

Die wonen, als deskundigen, de vergaderingen bij van de leerlingenraad van de cyclus of graad waarin ze hun ambt uitoefenen.

Art. 19. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 15 tot 18, wanneer het aantal leerlingen van de 2e cyclus van de tweede stap die in de school of de vestiging ingeschreven zijn lager is dan 15, organiseert het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, de participatie van de leerlingen volgens nadere regels die aangepast zijn aan dat beperkt aantal leerlingen.

Titel V. — Slotbepalingen

Art. 20. De inspectiediensten worden belast met het toezicht op en de evaluatie van de naleving van de bij dit decreet bedoelde bepalingen.

Art. 21. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2007.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 januari 2007.

De Minister-Presidente,
belast met het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente,
Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenaren en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK.

—
Nota

Zitting 2006 - 2007

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 321-1. — Commissieamendementen, nr. 321-2. — Verslag, nr. 321-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 9 januari 2007.